

GUERRE DE CLASSE EN ESPAGNE

DOUZE ARTICLES DE CAMILLE BERNERI POUR
« GUERRA DE CLASSE », Barcelone, 1936-1937

CETTE BROCHURE CONTIENT DOUZE ARTICLES QUE CAMILLO BERNERI ÉCRIVIT POUR LE JOURNAL « GUERRA DE CLASSE », EN PLEIN CŒUR DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE, AVANT D'ÊTRE ASSASSINÉ PAR LES STALINIENS DURANT LES JOURNÉES SANGLANTES DE BARCELONE, LE 5 MAI 1937.

CES TEXTES SONT UNE BASE ESSENTIELLE POUR QUI VEUT SAISIR LES PROBLÉMATIQUES ET LES URGENCES AUXQUELLES FURENT CONFRONTÉES LES RÉVOLUTIONNAIRES EN ESPAGNE.

IL FAUT LES CONSIDÉRER POUR CE QU'ILS SONT : DES TEXTES INDIVIDUELS ÉCRITS DANS LA TOURMENTE, ET NON DES POSITIONS RÉFLÉCHIES A POSTERIORI. NÉANMOINS, LA CLAIRVOYANCE DE BERNERI NE CESSE DE SURPRENDRE.

**PERSPECTIVE
LIBERTAIRE**

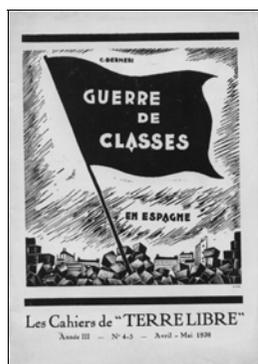
GUERRE DE CLASSES EN ESPAGNE

C. BERNERI



COLLECTION REPÈRES

**PERSPECTIVE
LIBERTAIRE**



Ces textes ont été publiés pour la première fois en recueil dans « Les Cahiers de TERRE LIBRE » en avril-mai 1938, puis réédité par les éditions Spartacus.

Perspective Libertaire

**Site d'édition et de diffusion électroniques de brochures
anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires**

<http://perspectivelibertaire.free.Fr>

qu'ils ont répondu ». (janvier 1937).

« Le N°8 de Guerre de Classes sortira quand il pourra. Le comité (régional de la CNT) a agi comme avec L'Espagne Antifasciste et je ne veux pas être accusé. Cependant la chose m'a un peu chagriné. Je compenserai en collaborant à des revues et j'écrirai des brochures ».

« Depuis quelque temps, nous avons fréquemment des victimes dans notre camp, ici, à cause des staliniens ». (janvier 1937) « Giopp a été libéré sur intervention d'Espla et d'Arieto, mais son cas est grave et ils l'ont escorté et fait partir en avion par crainte d'un sale coup de la Tcheka communiste qui commande à Valence. (...) Je ne vois pas quand je finirai la brochure sur les Baléares (que je m'efforce de travailler malgré les inquiétudes !) pour pouvoir commencer une avalanche d'articles sur la situation d'ici, qui risque d'être bouleversé par les moscoutaires ». (mars 1937).

« Moi qui dans le danger immédiat, ne suis en général pas peureux, je suis parfois pris par la peur de la mort, sans qu'il y ait une raison particulière objective. » (Lettre à sa femme, 25 avril 1937).

Dix jours après, le 5 Mai 1937, Berneri et Barbieri, tous deux anarchistes, étaient arrêtés à leur domicile par une dizaine de policiers armés, en civil sous l'inculpation d'être "contre-révolutionnaires". Devant la protestation de Barbieri, un policier sortit sa carte N° 1109 (notée par la compagne de Barbieri). Les deux derniers travaux de Berneri furent "Nous et le POUM" publiés par un journal anarchiste italien de New York, sans doute parce que la défense critique que faisait Berneri n'était pas publiable en avril-mai 1937 en Espagne ; et un discours le 3 Mai 1937 à la radio CNT-FAI pour l'Italie à l'occasion de la mort de Gramsci « le militant tenace et digne que fut notre adversaire Antonio Gramsci, convaincu qu'il a apporté sa pierre à la construction de la nouvelle société ».

(biographie fondée en grande partie sur celle d'Israël Renof dans "Noir & Rouge" et parue dans Le Monde Libertaire).



Le bataillon de la mort, composé de camarades italiens et intégré à la Colonne Ascaso.

GUERRE DE CLASSE EN ESPAGNE

DOUZE ARTICLES DE CAMILLE BERNERI POUR

« GUERRA DE CLASSE », Barcelone, 1936-1937.

- 1) **Levons l'ancre**, n°1, 9 octobre 1936 p. 4
- 2) **Que Faire ?**, n°3, 24 octobre 1936 p. 5
- 3) **Dictature du prolétariat et socialisme d'état**, n°4, 5 novembre 1936 p. 7
- 4) **Attention, tournant dangereux !**, n°4, 5 novembre 1936 p. 8
- 5) **Madrid, ville sublime**, n°5, 2 décembre 1936 p. 13
- 6) **Entre la guerre et la révolution**, n°6, 16 décembre 1936 p. 14
- 7) **Troisième étape**, n°7, 18 janvier 1937 p. 17
- 8) **Interview à « Spain and the world » ("L'Espagne nouvelle")** p. 21
- 9) **La sagesse d'un proverbe**, n°8, 1 février 1937 p. 24
- 10) **Lettre ouverte à la camarade Federica Montseny**, n°12, 14 avril 1937 p. 27
- 11) **Guerre et Révolution**, n°13, 21 avril 1937 p. 32
- 12) **La contre-révolution en marche**, n°15, 5 mai 1937 p. 36

Biographie de Camillo Berneri

p. 39

1) LEVONS L'ANCRE

Notre journal n'a pas un titre «nouveau». Renouvelée, c'est-à-dire amplifiée dans ses vues, mûrie dans ses inductions, telle est notre pensée. Mais le fond n'en a pas changé, et cela n'est pas un mal si l'on songe à quel point les faits ont confirmé et confirment encore nos idées fondamentales. «*Guerre de Classe*» est un titre d'actualité depuis des milliers d'années. Et il le restera encore pendant des siècles. Guerre de classe : telle est la guerre où nous sommes plongés ici et où nous « vivons » ; et nous la reconnaissons et nous l'affirmons comme telle. Guerre civile et révolution sociale ne sont en Espagne que deux aspects d'une même réalité: un pays est en marche vers un nouvel ordre politique et économique ; et sans dictature et contre tout esprit dictatorial, il constituera le point de départ et la condition du développement du collectivisme libertaire.

Observateurs attentifs de ce qui se passe autour de nous, critiques indépendants, s'il le faut, nous ne pouvons qu'être enthousiastes de l'Espagne, considérant les grandes lignes et non les détails. Ardente comme son soleil et comme ses femmes, généreuse comme son vin, dure comme son sol, l'Espagne travailleuse est en train d'écrire chaque jour des pages lumineuses d'héroïsme révolutionnaire. Et chaque jour, elle forge avec des mains incertaines mais puissantes les instruments de sa propre émancipation sociale. Puis, elle coordonne en les rendant de plus en plus puissantes ses forces restructuratives ; et cela sur des schémas à elle et non en plagiant telle ou telle révolution.

Il n'est pas suffisant de donner son sang, de donner sa vie pour la cause de la lutte antifasciste en Espagne. Il faut penser que les lueurs de l'incendie espagnol attirent les esprits et les cœurs de tous les révolutionnaires du monde, parce que l'on est engagé ici dans une lutte *mondiale* par les répercussions qu'elle aura dans l'avenir.

C'est en Espagne que l'anarchisme aura pour la première fois la mesure de ses capacités constructives.

C'est la Fédération ibérique des communes libertaires qui sera la pierre de base de la renaissance européenne. C'est pour cela que les fascismes coalisés cherchent à éteindre dans le sang cet incendie.

Le programme de notre journal ?

Contribuer à apposer à la Sainte-Alliance l'agitation internationale en faveur de l'Espagne Révolutionnaire.

cet antifascisme équivoque... La F.M appuie tout mouvement qui peut aider la bourgeoisie et combat tout ce qui peut lui nuire... »

« Il faut sortir du romantisme. Voir les masses, dirai-je, en perspective. Il n'y a pas le peuple, homogène, mais les foules, variées, séparées en catégories. Il n'y a pas la volonté révolutionnaire des masses, mais des moments révolutionnaires, dans lesquels les masses sont un énorme levier. (...) Si nous voulons arriver à une révision potentielle de notre force révolutionnaire non négligeable, il faut nous débarrasser des apriorismes idéologiques et de la remise à demain commode du règlement des problèmes tactiques et constructifs. Je dis constructifs parce que le plus grand danger d'arrêt et de déviation de la révolution est dans la tendance conservatrice des masses ». (1930).

« Attendre que le peuple se réveille, parler d'action de masses, réduire la lutte antifasciste au développement et au maintien des cadres du parti et du syndicat au lieu de concentrer les moyens et la volonté sur l'action révolutionnaire qui, seule, peut changer cette atmosphère d'avilissement moral où le prolétariat italien est en train de se corrompre entièrement, est méprisable, c'est une idiotie et une trahison ». (1934 fin de L'ouvrier-idolatrie).

A la nouvelle de l'insurrection en Espagne, Berneri et la plupart des antifascistes italiens s'y rendent immédiatement. Ils forment une colonne qui sera intégrée dans la colonne Ascaso sur le front d'Aragon, organisée par Berneri et Carlo Rosselli (socialiste de gauche).

Beneri prend part aux combats de Monte Pelado (28 août 1936) : *« Nous avons défendu la position à 130 contre 600 environ, aguerris et disposant de forts moyens, et cela pendant quatre heures de lutte »* et de Huesca (3 septembre 1936).

Il finit par se consacrer en grande partie à la propagande, sans cesser de s'occuper de la colonne italienne. Il dirige la revue Guerre de classes (en italien) et parle à la radio CNT-FAI dans des émissions pour l'Italie. Le livre "Pensieri e battaglie" (Paris - 1938) nous donnent sur la situation un certain nombre de remarques que Berneri notait pour lui. On verra qu'elles éclairent les articles en ce qui concerne le danger du putsch communiste et les rapports tendus avec les anarchistes-gouvernementalistes.

« Une catégorie de gens me joue terriblement sur les nerfs, c'est celle des volontaires observateurs (Français en majorité). Ils viennent avec des airs de curé et des tenues de cow-boys, pour passer la moitié du temps au café ». (21 septembre 1936).

« L'article du N°6 a irrité le consul général d'URSS à Barcelone qui a demandé au comité régional (de la CNT) s'il l'approuvait. Je ne sais pas ce

ma foi qui était d'un beau vert tendre et riche est maintenant rousse comme les vignes de l'automne ». Berneri vivait avec sa femme et ses deux filles qui étaient en France.

D'une prison belge, il écrivait en 1930 à sa Fille Giliana : « *Un jour peut-être tu sauras combien papa a aimé ta maman et vous autres, bien qu'il ait fait souvent souffrir la première et bien qu'il n'ait pas été tendre avec vous* » (écrit directement en français).

Mais malgré ces obstacles matériels et moraux, Berneri était en pleine activité intellectuelle : « *Ce qui est curieux, c'est que d'un côté je suis poussé à la politique militante, de l'autre, dans le domaine culturel, mes études préférées sont ou d'une érudition très particulière (j'ai gâché tant de temps à des choses bouffonnes : Psychologie, zoologie, télépathie, etc.) ou terriblement abstraites (j'ai un gros livre de matériels sur le finalisme). Il en résulte un malaise général.*» (Lettre à Luigi Fabbri, sept. 1929)

« *Plus je lis notre presse et plus je crois rêver. Tu sais que C'est plus fort que moi et que je ne suis d'accord avec presque personne. (...) Quant au syndicalisme, je crois que c'est le seul terrain sur lequel nous pourrions construire quelque chose, bien que je ne puisse pas accepter les fonctionnaires syndicaux et que je voie des inconvénients et du dangers dans l'anarcho-syndicalisme en pratique. Si je m'en prends à l'individualisme, c'est parce que, bien que peu important numériquement, il a réussi à influencer presque tout le mouvement. (...) Mon rêve est de susciter l'examen d'une grande série de problèmes, puis, en rassemblant lu remarques critiques, les annotations, les solutions, etc., de ceux qui en parleront, d'arriver à un programme pour 1932 ou 1933, pour le présenter comme programme d'un groupe d'anarchistes, qui laissent vivre en paix les autres, mais qui veulent marcher sur une route à eux* ». (Lettre à Luigi Fabbri, juillet 1930).

Il ne semble pas que cette tentative ait vu le jour.

Par contre, Berneri écrivit de nombreux articles et du brochures antireligieuses et sur l'émancipation de la femme. Il fit également une thèse qui fut publiée "Le Juif antisémite" où il étudiait l'assimilation forcée ou volontaire des Juifs. André Spire, poète et sioniste, jugea le livre "de première importance". Mais ses écrits les plus importants furent "L'espionnage, fasciste à l'étranger" (en italien) et "Mussolini à la conquête des Baléares" et ses articles militants dont nous donnons trois citations qui nous semblent résumer Berneri avant son arrivée comme volontaire en Espagne... « *Heureusement le phénomène maçonnique est, dans le camp de l'anarchisme italien, tout à fait négligeable. Mais il y a une considérable minorité d'anarchistes qui alléchés par l'espérance des "grands moyens" s'est laissé attirer dans le jeu politique de*

Illustrer les conquêtes sociales de la Révolution Espagnole. Défendre l'anarchisme contre les diffamations idiotes. Contribuer à tirer des expériences qui se déroulent sous nos yeux, que nous nous efforcerons de garder bien ouverts et attentifs, des leçons utiles pour la Révolution italienne.

Continuer notre propagande et coordonner nos forces.

Nous avons allumé un flambeau et nous vous le confions, camarades. Agitez-le bien haut ; comme un rappel qui rassemble ceux qui sont dispersés ; comme un symbole qui regroupe les plus fidèles ; comme un défi à l'ennemi.

Et aussi comme un hommage à ceux qui sont tombés et qui tomberont et qui pourtant sont et seront toujours *vivants*.

2) QUE FAIRE?

1°) Croire qu'on peut écarter, grâce à la non-intervention, la possibilité d'un conflit armé international, n'est que reculer pour mieux sauter. Cela permet à l'Italie, à l'Allemagne et au Portugal de mieux se préparer à la guerre et aux forces espagnoles fascistes de s'approvisionner en armes et en munitions.

Si le fascisme était vainqueur, la France serait menacée au Sud et l'équilibre des forces dans la Méditerranée serait absolument rompu en faveur de l'Italie et de l'Allemagne, qui sortiraient de cette aventure plus fortes et plus agressives. L'Italie sérieusement engagée en Ethiopie, et l'Allemagne en très mauvaises conditions financières, veulent-elles « immédiatement » une guerre ? Non. Elles pourraient entrer en guerre, mais elles ne veulent, pas délibérément un conflit immédiat. Si elles le voulaient, elles l'auraient déjà déclenché en Espagne. Il nous faut donc adopter une politique étrangère énergique ayant pour base le Portugal, qui s'est soustrait au contrôle de l'Angleterre. Genève est impuissante. La seule chose à faire est donc de rompre immédiatement avec le Portugal au moyen des mesures suivantes : expulsion immédiate de tous les représentants diplomatiques portugais, fermeture immédiate et complète de la frontière lusitanienne, confiscation de tous les biens appartenant aux capitalistes portugais demeurant en Espagne.

Quant à l'Allemagne et à l'Italie : expulsion immédiate de tous leurs représentants diplomatiques, suspension du droit de survoler le territoire espagnol aux compagnies de navigation aériennes allemandes, interdiction à

tous les navires battant pavillon allemand ou italien de rentrer dans les ports espagnols, suspension de toute immunité pour les sujets bourgeois allemands et italiens résidant en Espagne.

Une telle politique aurait pour effet immédiat d'obliger l'Angleterre et la France à prendre position. Si elle devait déterminer l'intervention armée de l'Italie et de l'Allemagne, cette intervention serait du moins provoquée maintenant et non au moment choisi par ces puissances.

2°) La base des opérations de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec anxiété la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie ; l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes en Palestine. Il faut exploiter de pareils soucis grâce à une politique menaçant de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontalières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts, etc.).

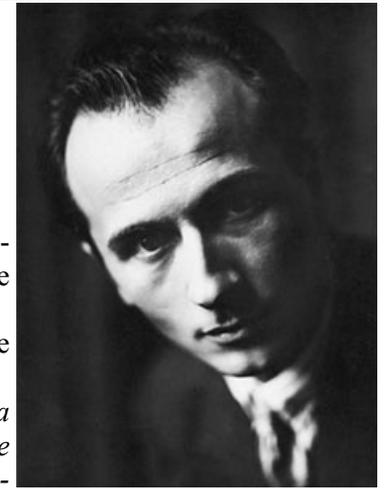
3°) Etant donné la pénurie des armes et des munitions, il faut intensifier la production sur place en utilisant mieux les techniciens étrangers, dont l'utilisation a été très mal organisée ; il faut aussi créer rapidement toutes les industries de guerre possibles et faire cesser le gaspillage de munitions en donnant des instructions largement répandues et des ordres péremptoirs.

4°) Il faut réaliser «l'unité », aussi bien dans le plan général et particulier des opérations militaires qui doivent être effectuées sur tous les fronts, que dans la liaison entre les commandements de secteurs au moyen d'un Etat-major contrôlé par un « Comité National de Défense ».

5°) Il faut éliminer sans pitié et radicalement les résidus fascistes qui nous obligent à conserver un front intérieur, et recourir à des perquisitions systématiques, à l'arrestation en masse des non-syndiqués en âge et en condition physique de faire le service militaire, au contrôle sévère des nouveau inscrits aux syndicats, etc.

6°) Il faut imposer à Madrid le renouvellement immédiat de tout le corps diplomatique espagnol, qui devra être reconstitué avec des éléments choisis par le « Conseil National de Défense ».

Biographie de Camillo Berneri



Né à Lodi le 28 mai 1897, il passe son enfance à Reggio Emilia et milite dans un cercle de jeunes socialistes.

Il décide de démissionner en envoyant une lettre ouverte qui fit quelque bruit :

« ... le mouvement socialiste a commencé sa descente désastreuse vers les bases de l'égoïsme destructeur, suivant ainsi la trajectoire de la puissance morale du christianisme, qui devint puissant grâce à ses martyrs et tomba dans la décadence lorsque les sacrifices de ses partisans cessèrent. (...) Il nous faut un nouvel essor, il nous faut un retour au temps où aimer une Idée voulait dire ne pas craindre la mort et sacrifier toute la vie à une soumission complète. » (1915)

Ce profond engagement militant que l'on retrouve jusqu'à son assassinat ne fut pourtant jamais une fidélité aveugle, comme on va le voir.

En 1917, il est mobilisé. Voulut-il être objecteur ou déserteur ?

« Il y a des cas où se faire tuer est la solution la plus logique et se faire tuer devient une nécessité morale. Les cas de conscience sont plus terribles que les balles autrichiennes ou les gaz asphyxiants. On combat et l'on meurt. Les violettes poussent sur le sol baigné de sang, le long des fossés d'eau rouge ». Après la guerre, il finit ses études tout en participant très activement à la presse anarchiste. Il devient professeur de philosophie dans un lycée. L'avènement du régime fasciste, les persécutions, son refus de prêter, en tant que fonctionnaire, fidélité au régime font qu'il doit s'exiler. Alors commence une longue série d'arrestations et d'expulsions de France, de Suisse, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Hollande ; auxquelles s'ajoutent les difficultés propres aux exils politiques : discussions, emballements, déceptions, espionnage, etc.

« J'ai rêvé de construire un édifice solide et spacieux, mais j'ai constaté que mon effort est bref : j'ai pesé mon cerveau, radiographié mon cœur et je me sens tantôt avili tantôt fier. Je me demande si mon activité politique n'est pas qu'une agitation sans but dans les feuilles sèches d'une idéologie en déclin :

putsch autonomiste fasciste dirigé par le triumvirat Badia-Dencas-Mendez, ne sont pas disparus. Une preuve de plus en est donnée par les déclarations contre-révolutionnaires de Nicolau d'Olwer. « L'Action Catalane », la droite du P. S. U. C., Galarza et consorts : voilà les forces de la contrerévolution.

La Révolution espagnole se trouve prise entre Burgos et Bilbao (où des catholiques, des marxistes et des républicains nouent de plus en plus leur « union sacrée » en suspendant *C. N. T. del Norte* et en emprisonnant le comité régional de la C. N. T.). Elle est bloquée entre Burgos et Valence, où 213 adhérents de la F. A. I. et des Jeunesses Libertaires sont emprisonnés et où est persécuté le journal anarchiste *Nosotros*. Elle est coincée entre Burgos et Almeria où le cacique Moron tient en prison un des plus héroïques combattants antifascistes : Francisco Maroto.

L'ombre de Noske se dessine. Le fascisme monarchiste-catholique-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution. Il faut s'en souvenir. Il faut le dire. Il ne faut pas se prêter aux manœuvres de cette grande « Cinquième Colonne » dont six ans de République Espagnole ont démontré la vitalité tenace et le redoutable mimétisme.

La guerre civile d'Espagne se fait sur deux fronts politico-sociaux. La Révolution doit triompher sur deux fronts. Et elle vaincra.

C. BERNERI.

3) DICTATURE DU PROLETARIAT ET SOCIALISME D'ETAT

La dictature du prolétariat est une conception marxiste. Suivant Lénine « est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classe à la reconnaissance de la *Dictature du prolétariat* ». Lénine avait raison : la Dictature du prolétariat n'est, en effet, pour Marx que la conquête de l'Etat par le prolétariat qui, organisé en une classe politiquement dominante, arrive, au travers du Socialisme d'Etat, à la suppression de toutes les classes.

Dans la « Critique du Programme de Gotha », écrite par Marx en 1875, on lit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période transformation révolutionnaire de la première à la seconde. A cette période correspond une période de transition politique pendant laquelle l'Etat ne peut être autre chose que la dictature du prolétariat. »

Dans le « Manifeste Communiste » (1847), il disait déjà :

« Le premier pas dans la voie de la révolution ouvrière est l'élévation du prolétariat au rang de classe dominante... »

« Le prolétariat profitera de sa domination politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le Capital, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, *c'est-à-dire dans les mains du prolétariat lui-même, organisé comme classe dominante.* »

Lénine, dans « l'Etat et la Révolution », ne fait que confirmer la thèse marxiste :

« Le prolétariat a besoin de l'Etat seulement pendant un certain temps. La suppression de l'Etat comme but final n'est pas ce qui nous sépare des anarchistes. Mais nous affirmons que pour atteindre ce but, il est indispensable d'utiliser temporairement contre les exploités les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir politique, de même qu'il est indispensable, pour supprimer les classes, d'instaurer la dictature temporaire de la classe opprimée. »

« L'Etat disparaît dans la mesure où il n'y a plus de capitalistes, où il n'y a plus de classes, et où il n'y a plus besoin, par conséquent, d'opprimer « aucune classe ». Mais l'Etat n'est pas mort complètement tant que survit le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat meure complètement, il faut l'avènement du communisme intégral. »

L'Etat prolétarien est conçu comme une forme politique transitoire, destinée à détruire les classes. Une expropriation graduelle et l'idée d'un capitalisme d'Etat sont à la base de cette conception. Le programme économique

de Lénine, à la veille de la révolution d'octobre se termine par cette phrase : « Le socialisme n'est autre chose qu'un monopole socialiste d'Etat. »

Suivant Lénine :

« La distinction entre les marxistes et les anarchistes consiste en ceci : 1°) Les marxistes, bien que se proposant la destruction complète de l'Etat, ne la croient réalisable qu'après la destruction des classes par la révolution socialiste, et comme *un résultat du triomphe du socialisme* qui se terminera dans la destruction de l'Etat ; les anarchistes veulent la suppression complète de l'Etat, du jour au lendemain sans comprendre quelles sont les conditions qui la rendent possible. 2°) Les marxistes proclament la nécessité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir politique, de détruire entièrement la vieille machine d'Etat et de la remplacer par un nouvel appareil, consistant dans l'organisation des ouvriers armés, sur le type de la Commune ; les anarchistes, en réclamant la destruction de la machine d'Etat, ne savent pas bien « par quoi » le prolétariat la remplacera, ni « quel usage » il fera du pouvoir révolutionnaire ; ils vont même jusqu'à condamner tout usage du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire et repoussent la dictature révolutionnaire du prolétariat. 3°) Les marxistes veulent préparer le prolétariat à la Révolution en utilisant l'Etat moderne ; les anarchistes repoussent cette méthode. »

Lénine déguisait les choses. Les marxistes « ne se proposent pas la destruction complète de l'Etat », mais ils prévoient la disparition naturelle de l'Etat comme conséquence de la destruction des classes au moyen de la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire du Socialisme d'Etat, tandis que les anarchistes veulent la destruction des classes au moyen d'une révolution sociale, qui supprime, avec les classes, l'Etat. Les marxistes, en outre, ne proposent pas la conquête armée de la Commune par tout le prolétariat, mais ils proposent la conquête de l'Etat par le parti qu'ils supposent représenter le prolétariat. Les anarchistes admettent l'usage d'un pouvoir direct par le prolétariat, mais ils comprennent l'organe de ce pouvoir comme formé par l'ensemble des systèmes de gestion communiste - organisations corporatives, institutions communales, régionales et nationales - librement constitués en dehors et à l'encontre de tout monopole politique de parti, et s'efforçant de réduire au minimum la centralisation administrative. Lénine, dans des buts de polémique, simplifie arbitrairement les données de la différence qui existe entre les marxistes et nous.

La formule léniniste : « Les marxistes veulent préparer le prolétariat à la Révolution en utilisant l'appareil d'Etat moderne » est à la base du jacobinisme léniniste comme elle est à la base du parlementarisme et du ministérialisme social-réformiste.

Aux Congrès socialistes internationaux de Londres (1896) et de Paris (1900), il fut établi que pouvaient adhérer à l'Internationale Socialiste seulement les partis et les organisations ouvrières qui reconnaissaient le principe

échapper à la «Collectivisation du poisson», qui figure au programme de la C. N. T. Ce qui s'est produit à Barcelone, a également eu lieu dans toute la Catalogne, en Aragon et dans le Levant. Les ennemis de la collectivisation de la terre, de l'industrie et du commerce sont entrés en masse dans l'U. G. T. et au P.S. U. C. *Treball*, organe du P. S. U. C., combat la collectivisation et la socialisation, tandis que la C. N. T. et le P. O. U. M. les défendent. Désormais, la soudure est évidente entre le possibilisme opportuniste des dirigeants du P. S. U. C. et les bourgeois et petits-bourgeois insérés dans le Front Populaire. Déjà, au cours de l'insurrection des Asturies, on avait assisté au rapide mimétisme pseudo-révolutionnaire des classes moyennes. Lorsque le comité de Mieres fit appel aux employés, ingénieurs, contre-maîtres, etc..., on assista au phénomène suivant décrit dans le « Journal d'un mineur », publié par *Giustizia e Liberta* :

« A peine la proclamation lue, les éléments de droite se précipitent pour se mettre à nos ordres ; ils vont jusqu'à se disputer entre eux, chacun voulant être le premier. Excès de zèle suspect. Ils sont les premiers à saluer en levant le poing et à louer la révolution quand ils se rencontrent avec des ouvriers. En échange, ils reçoivent des rations de vivres, tabac, et autres produits, parfois supérieures à celles des révolutionnaires eux-mêmes. Les prolétaires sont imprudents et généreux comme des enfants. »

Par contre, les bourgeois font preuve d'habileté et d'hypocrisie, « surtout lorsque leur vie est en jeu ». Après le 19 juillet; en Catalogne, en Aragon et dans le Levant, on assista au même phénomène, mais celui-ci prit une extension beaucoup plus grande.

Lorsque le Parti Communiste espagnol publiait, en août 1936, un manifeste signé par Jésus Hernandez, déclarant lutter uniquement pour une République démocratique, lorsque le même parti confirmait la même ligne de conduite le 15 décembre de la même année, ce n'est pas tant la ploutocratie extérieure et les « gouvernements démocratiques » que cette organisation voulait rassurer, mais bien les milliers de pseudo néophytes qui se sont insérés dans ses cadres et dans ceux de l'U. G. T. Même les Jeunesses Socialistes Unifiées renient le socialisme ; ainsi leur secrétaire général, Santiago Carrillo, a pu déclarer au congrès national des J. S. U., qui s'est tenu à Valence le 15 janvier 1937 : « Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste... La J. S. U. n'est pas une jeunesse marxiste. » *Ahora*, organe de la J. S. U., appuyait cette thèse en repoussant les directives de classe.

Les déclarations contre-révolutionnaires que Juan Casanovas, président du parlement catalan, fit à la *Dépêche de Toulouse*, en mars dernier, coïncident avec celles de Comorera, militant en vue du P. S. U. C., faites en décembre passé. Les éléments de la Généralité qui, en octobre 1934, appuyèrent le

12) LA CONTRE-REVOLUTION EN MARCHE

Au cours du mois de septembre 1930, Azana, qui fut membre, avec Zamora et Lerroux, du gouvernement provisoire de la République, disait dans un meeting à Madrid: « Nous allons conquérir la liberté en faisant appel à toutes les forces anti-monarchistes, peu importe comment elles s'appellent, peu importe où elles se trouvent ». Telle fut la formule de la première « union sacrée » : cette union adoptait comme dénominateur politique commun le républicanisme. En août 1931, la République se crut suffisamment forte pour précipiter le détachement des masses prolétariennes s'écarterant du gouvernement ; c'est par décret que furent ordonnées les déportations des anarchistes et syndicalistes vers les bagnes de la Guinée. Le 20 octobre 1931, les Cortès, y compris les députés socialistes, votèrent le projet de loi «de défense de la République» qui fut appliqué au cours de la répression des mouvements anarcho-syndicalistes. Dès 1932, le pronunciamiento de Séville démontra que le fascisme républicain est un danger plus grand encore que la restauration monarchiste, mais Azana, parlant aux Cortès de la tentative du général Sanjurjo, proclamait que la République espagnole n'est pas malade, et «qu'elle s'est purgée des restes épars de l'ancien régime qu'elle contenait encore ». En janvier 1933, Azana ordonna le massacre des insurgés de Casas-Viejas qui fut approuvé le 2 février suivant par 150 députés socialistes. En février 1936, dans une interview à *Paris-Soir*, Azana proclamait que Lerroux et Gil Roblès étaient liquidés ; il déclarait : «Nous désirons avant tout faire régner l'ordre... Dites-le bien, nous ne voulons pas faire la révolution... Je veux gouverner dans la légalité. Pas d'innovations dangereuses... Nous voulons la paix sociale, nous désirons l'ordre, nous sommes des modérés.»

Après que l'insurrection fasciste eut éclaté, les partis socialiste et communiste revinrent à la formule d'Azana de septembre 1930 : défense de la République démocratique et parlementaire. Ils persistent encore dans cette position, ouvrant la route à la contre-révolution.

Louis Piérard, député du Parti Ouvrier Belge, reconnaissait récemment dans *Regards* que «le socialisme était pratiquement inexistant en Catalogne avant le 19 juillet». L'U. G. T., qui avait à ce moment-là 9.000 membres en Catalogne, en compte à présent 50.000. Une hypertrophie aussi rapide est significative. L'U. G. T. attire à elle les classes moyennes. Les marchands de poisson de Barcelone sont entrés en masse dans cette organisation, pour

de la « conquête socialiste des pouvoirs publics par la *fraction du prolétariat* organisée en parti de classe». La scission se produisit sur ce point, mais effectivement l'exclusion des anarchistes de l'Internationale n'était que le triomphe du ministérialisme, de l'opportunisme, du «crétinisme parlementaire».

Les syndicalistes anti-parlementaires et quelques fractions communistes se réclamant du marxisme, repoussent la *conquête* socialiste prérévolutionnaire ou révolutionnaire *des pouvoirs publics*.

Qui jette un regard en arrière sur l'histoire du socialisme après l'exclusion des anarchistes ne peut que constater la dégénérescence graduelle du marxisme comme philosophie politique, au travers des interprétations et de la pratique social-démocrates.

Le léninisme constitue, sans aucun doute, un retour à l'esprit révolutionnaire du marxisme, mais il constitue aussi un retour aux sophismes et aux abstractions de la métaphysique marxiste.

4) Attention, Tournant dangereux!

1°) Je ne dirai pas, comme certains: Je ne peux pas me taire ! Non, moi je «veux» parler. J'en ai le devoir et j'en ai le droit au nom de cette autocritique qui forme l'essence de tout mouvement ou parti soucieux de conserver sa physionomie propre et d'accomplir sa propre mission historique. Persuadé que la révolution espagnole s'approche précipitamment d'un tournant dangereux, je saisis la plume comme je saisis le revolver ou le fusil. Avec la même résolution, mais aussi avec la même férocité. Qu'on me permette un style convenant à l'atmosphère de guerre dans laquelle je vis: le style d'un tir de mitrailleuse.

2°) La situation militaire ne s'est pas améliorée. En voici les causes principales : manque ou rareté des armes et des munitions, absence d'une unité de commandement, insuffisance générale des chefs, attitude de capitulation de la part du gouvernement central, dualisme et antagonisme entre Madrid et Barcelone. Il apparaît avec évidence qu'il faut passer de la guerre de positions à une guerre de mouvement, déchaînant l'offensive sur un vaste et solide plan d'ensemble. Le temps est désormais *contre nous*. Il faut absolument

accélérer le processus guerrier afin de dépasser la phase de la guerre, et entrer dans celle, plus ample et plus profonde, de la Révolution sociale.

3°) Il faut vaincre la guerre, mais on ne vaincra pas la guerre en limitant le problème aux conditions « strictement militaires » de la victoire. Il faut, avant tout, tenir compte des conditions « politico-sociales » de la victoire.

La guerre civile en Espagne étant un conflit international, c'est sur le terrain international qu'il faut poser le problème de l'action révolutionnaire en fonction de la guerre, c'est dans ses points vulnérables : le Maroc et le Portugal, qu'il faut cruellement blesser le fascisme espagnol. Jusqu'à aujourd'hui la préoccupation obsédante du matériel de guerre n'a pas permis de mettre en oeuvre un plan d'action qui, réalisé opportunément et habilement, aurait pu faire avorter le putsch fasciste. Les anarchistes qui assument les fonctions de généraux feraient bien de se rappeler leurs propres expériences de révolutionnaires.

4°) Quand la C N T de Madrid déclare que « el gobierno de Madrid no sabe dirigir la guerra » cela pose inévitablement le problème non seulement de l'intervention de la C N T dans la direction de la guerre, mais aussi des conditions et des formes d'une telle intervention. Il ne s'agit pas de réformes surhumaines, mais simplement d'une vaste profonde et rapide réforme des cadres dirigeants et des organes et moyens de liaison entre les diverses colonnes. La militarisation des milices n'est pas une solution uniquement d'ordre technique, et c'est une faute politique que de l'avoir pacifiquement acceptée sans en éclaircir les intentions, sans en illustrer les points obscurs, sans en avoir discuté les lignes principales. L'« esprit de colonne » et la confusion entre le pouvoir du contrôle politique et le pouvoir du commandement militaire peuvent justifier en partie le décret de la Généralité de Catalogne, mais un fiel décret n'achemine nullement vers la solution des problèmes vitaux de la victoire militaire de la révolution,

5°) Il n'est possible de trouver une solution au problème des besoins de la guerre qu'après avoir résolu la question de la politique espagnole.

Fabregas, Conseiller financier de la Catalogne, a pu déclarer :

« Nous avons envoyé à Madrid une commission pour demander au Gouvernement un crédit de 300 millions de pesetas, ainsi que 30 millions pour l'achat de matériel de guerre et 250 millions de francs pour l'achat de matières premières. Nous offrons comme garantie un milliard de pesetas en titres de rente appartenant à nos Caisses d'Épargne et déposées à la Banque d'Espagne. Tout cela nous a été refusé. » (« Solidaridad Obrera ». le 29-9).

Madrid ne se contente pas de régner, et veut aussi gouverner. Dans son ensemble, le gouvernement espagnol est aussi hostile à la révolution sociale qu'au fascisme monarchiste et clérical. Madrid désire le « retour à la légali-

et je suis obligé de discuter avec des camarades qui voudraient étendre au maximum la socialisation industrielle.

J'appelle ma position « centriste ». A droite, j'ai ceux qui sont contraires à la socialisation, à gauche ceux qui y sont favorables de façon absolue et avec des tendances maximalistes ; au centre, je me trouve en compagnie de tous les collectivistes qui pensent comme moi, et des simples antifascistes (qui, retenant comme indispensable la création d'une solide économie de guerre, pensent qu'un des principaux facteurs de cette économie est la socialisation de la grande et de la moyenne industrie. La position centriste ne tient pas compte uniquement des raisons strictement *économiques* et actuelles qui militent en faveur de la tolérance à l'égard de la petite bourgeoisie, mais elle tient compte aussi des raisons *psychologiques*).

La petite bourgeoisie russe s'est battue à côté du prolétariat de 1917 à 1920 ; pendant l'insurrection de mars-avril 1920 dans la Ruhr, la petite bourgeoisie a pris part à la lutte contre Kapp et contre la Reichswehr noire ; au mois d'octobre 1934 à Madrid et dans la Catalogne, la petite bourgeoisie prit encore une part active dans l'insurrection et il en fut de même dans l'insurrection asturienne. Aujourd'hui, pendant que nous luttons contre le fascisme, nous devons nous souvenir que si les paysans déçus par la réforme agraire manquée participèrent faiblement à l'insurrection socialiste espagnole du mois d'octobre 1934, c'est l'intervention armée des Rabassaires qui fut en juillet 1936 un des principaux facteurs de la défaite du fascisme en Catalogne.

Entre les déclarations conservatrices de Caballero et certaines critiques doctrinairement maximalistes contre l'opportunisme de la C N T et de la F A I, je crois qu'il faut faire justement et opportunément place à une solution simplement rationnelle des problèmes de « l'économie de guerre ».

Une telle mise au point ne suffira certainement pas à jeter des ponts entre nous et le P. O. U. M., d'une part, les sphères dirigeantes du P. S. U. C. de l'autre. Mais elle pourra faciliter une entente sincère et agissante entre tous les vrais antifascistes et en second lieu permettre une plus intime collaboration entre tous ceux qui sont sincèrement socialistes.

La «guerre» est en Espagne une «guerre civile », donc une lutte armée politique et sociale. Et elle l'est d'autant plus du fait qu'il ne s'agit pas là de simples factions luttant entre elles et ayant de rares rapports avec la vie des masses. L'événement n'a rien d'un combat en vase clos. Une lutte entre les partisans de Franco et les partisans de Azana aurait pu présenter assez d'analogies avec la « guerre ». Mais ce n'est pas le cas de cette lutte armée, dans laquelle sont engagées les conquêtes sociales de la Catalogne, de l'Aragon et du Levant ; de cette lutte dans laquelle les vainqueurs transformeront suivant une direction politique et sociale déterminée toute la vie de la nation ; de cette lutte qui ne peut se terminer par un retrait de troupes mais seulement par l'exode des vaincus.

La nature et l'extension du conflit, ses modes de développement, les inévitables conditions de sa solution sont tels que les aspects de la lutte armée sont ceux de la « guerre », mais que son essence est celle de la « Révolution sociale ».

Le prolétariat est en lutte avec la bourgeoisie tandis que le haut clergé et la caste militaire lui font la guerre, or «l'argent est le nerf de la guerre», comme disent les Français.

Le poids de la guerre ne peut plus être économiquement à la charge de la bourgeoisie ; il doit donc peser sur une nouvelle «économie de la guerre». Une puissante « industrie de guerre» a pour condition indispensable une « économie de guerre», qui, pour être une économie, doit avoir, comme but et comme raison d'être absolue, l'utilité générale.

Les problèmes financiers, monétaires, ainsi que tous les autres problèmes économiques ne peuvent être résolus «économiquement » qu'en heurtant les intérêts de certaines classes sociales. Cependant, il ne faut pas, sous prétexte de la nécessité de gagner la guerre, tomber à l'inverse des conservateurs, dans un extrémisme socialiste qui ne s'inspirerait pas des nécessités de la lutte armée mais de formules et programmes dont la réalisation est tout à fait lointaine.

La position la plus féconde est la position -centriste-. Je vais m'appuyer, pour éviter toute équivoque, sur un exemple évident. Je pense que la socialisation de la grande et de la moyenne industrie est une «nécessité de la guerre » et une création indispensable de «l'économie de guerre.» Certains anti-fascistes en sont aussi persuadés que moi, mais ils ne sont pas par principe, collectivistes. En soutenant là «nécessité actuelle » de la socialisation de la grande et de la moyenne industrie, j'aurai pour moi ces anti-fascistes, qui y consentiront et éventuellement apporteront leur aide.

Je fais, au contraire, beaucoup de réserves sur l'utilité économique de la socialisation de la petite industrie par égard aux «nécessités de la guerre»

té » et pas autre chose. Armer la Catalogne; financer la Catalogne, cela signifie, pour Madrid : armer des colonnes portant la révolution à la pointe de leurs baïonnettes et approvisionner la nouvelle économie égalitaire.

Il faut donc, s'adressant au gouvernement de Madrid, lui *donner à choisir entre la défaite de la guerre et la révolution victorieuse.*

6°) Etant donné qu'il est évident que le Gouvernement de Madrid développe une «politique de guerre» capable de lui assurer l'hégémonie politique et d'endiguer le développement de la révolution sociale ; que le parti communiste (suivant les directives tracées par Moscou) tend à devenir la Légion Etrangère de la démocratie et du libéralisme espagnol et que la social-démocratie espagnole, ou tout du moins ses cadres dirigeants, est révolutionnaire... à la façon de Caballero ; il faut donc que notre presse (même sans soulever la menace d'une guerre, d'une «marche sur Madrid», même sans déclencher de polémique contre les communistes et les socialistes, même sans menacer la solidité du pacte d'alliance entre la C N T et l'U. G. T.), soit tout au moins désintoxiquée du malencontreux esprit «d'union sacrée» qui a fini par réduire à un minimum imperceptible la critique politique. « Solidaridad Obrera », en exaltant le gouvernement bolchevique de l'U.R.S.S. a, soit dit entre parenthèses, atteint le sommet de l'ingénuité politique,

7°) L'épuration du front interne est désormais enchaînée par la «normalisation» policière et judiciaire de la lutte contre le fascisme. Le fait que des éléments de la C N T et de la F A I soient entrés dans les organismes de la police n'est pas suffisamment compensé par une autonomie qui aurait permis la rapidité et la discrétion dans les services et dans les missions. Et il faut ajouter à cela que certaines dispositions absurdes et certaines chinoïseries bureaucratiques qui auraient dû être abolies par les représentants de la C N T et de la F A I subsistent et ont des effets désastreux.

8°) Le travail de sélection du personnel militaire, sanitaire et bureaucratique est très insuffisant. Cette sélection aurait pu se faire en se basant sur la possibilité de substituer immédiatement et proportionnellement les éléments incapables et peu sûrs par des éléments étrangers fidèles à la cause de la Révolution espagnole ou du moins anti-fascistes éprouvés. Cela n'a pas été essayé. De même la C N T n'utilise pas suffisamment les techniciens qui pourraient actuellement, remplacer les techniciens incapables et suspects et demain constituer les cadres dirigeants du communisme libertaire.

9°) Depuis quelque temps la C N T et la F A I ont adopté, à l'égard de la « normalisation » de la Révolution Espagnole, une attitude de renoncement. « L'Espagne Antifasciste » a dénoncé avec beaucoup de courage et d'acuité ce phénomène, je n'insisterai donc pas. En résumé : la suppression du Comité Central des milices, ainsi que du pouvoir des

Comités d'ouvriers et de soldats constitue un attentat au contrôle syndical des milices. Je pense que ce n'est pas sans raison que le « Temps » pousse un soupir de soulagement en constatant que la « révolution sociale en Catalogne devient de plus en plus légalitaire ».

10°) Le Conseil d'Economie n'est pas autre chose au fond que le « Conseil Economique » institué par le gouvernement français. Il ne me semble pas être une compensation suffisante au ministérialisme de la C N T et de la F A I, même par ses applications pratiques. Il faut déplorer, en outre, un progrès de bolchevisation au sein de la C N T caractérisé par la possibilité toujours moins grande de la part des éléments de la base de pouvoir exercer un contrôle vigilant, actif, direct sur l'œuvre accomplie par les représentants de l'organisation au sein des comités et Conseils gouvernementaux. Il faudrait créer une série de commissions élues par la C N T et la F A I ayant pour but de faciliter, mais en même temps de rectifier toutes les fois que cela est nécessaire, l'œuvre de nos représentants au sein des Conseils de Guerre et d'Economie.

Ceci serait également nécessaire afin de créer des points de contact entre le travail personnel de ces représentants et les nécessités et possibilités des initiatives cénétistes et faïstes.

11°) Je me suis efforcé de concilier les considérations « actuelles », inhérentes aux nécessités du moment historique, avec les lignes de « tendance » qui ne me semblent pas s'écarter de ces nécessités. Je ne propose aucune « ligne droite » à des pilotes naviguant entre des écueils à fleur d'eau et des courants impétueux. La politique a ses nécessités propres et le moment impose aux anarchistes espagnols la nécessité d'une « politique ». Mais il faut être à la hauteur du rôle historique qu'on a jugé utile d'assumer. Mais il est aussi nécessaire de ne pas créer des solutions de continuité profonde dans les lignes de tendances.

Concilier les « nécessités » de la guerre, « la volonté » de la révolution et les « aspirations » de l'anarchisme : voilà le problème. Il faut que ce problème soit résolu. C'est de lui que dépendent la victoire militaire de l'anti-fascisme, la création d'une économie nouvelle, délivrance sociale de l'Espagne, la valorisation de la pensée et de l'action des anarchistes. Trois grandes choses qui méritent tous les sacrifices et qui imposent le devoir d'avoir le courage de dire entièrement sa propre pensée.

jet et fut appliquée par doses homéopathiques.

Au mois d'octobre 1934, un paysan andalou se faisait l'interprète de plusieurs millions de ses pareils en disant à Bertrand de Jouvenel : « Les socialistes nous avaient promis la terre. On nous dit que l'application de la réforme agraire est une chose très compliquée. Et nous travaillons toujours pour trois pesetas par jour. »

La République avait également déçu les masses populaires des villes. Ernest Toller demandant à un ouvrier catalan ce qu'il pensait de la République reçut la réponse suivante, très significative : « C'est toujours le vieux chien avec un nouveau collier. »

Une République qui se serait montrée décidée à améliorer les conditions sociales aurait été politiquement assez forte pour ne pas craindre une insurrection fasciste. La République ne protégeait pas assez solidement les intérêts capitalistes ; elle n'encourageait pas non plus l'émancipation du prolétariat ; elle a été historiquement la complice du fascisme par son obstination à chercher l'équilibre au moyen de combinaisons gouvernementales au lieu de se consolider au moyen d'une ferme politique socialiste.

Quand éclata l'insurrection fasciste, la République a réussi à polariser politiquement tous les partis et les organisations syndicales d'avant-garde uniquement parce qu'elle apparut, débarrassée des infiltrations nettement réactionnaires, comme l'unique tranchée derrière laquelle on pouvait soutenir l'attaque des forces conservatrices. Ce fut l'Etat qui fut accepté plutôt que le gouvernement : il apparut comme un organe de liaison indispensable entre les diverses formations de défense et les nouveaux organismes administratifs, ainsi que comme un centre régulateur et unificateur des diverses forces politiques de gauche.

Sous l'union apparente, une profonde scission subsistait. D'un côté, il y avait les « loyalistes », simplement républicains et plus ou moins progressistes. Près d'eux il y avait la social-démocratie pour qui la lutte entre le fascisme et la révolution sociale se réduisait à une guerre entre fascisme et « anti-fascisme ». De l'autre côté, on trouvait les anarchistes et l'élites prolétariennes, les uns et les autres convaincus que le mot d'ordre : « gagner la guerre » n'avait un sens véritable que comme indication d'un but immédiat. Atteindre ce but était une nécessité vitale, absolue pour tous les partis de gauche et pour toutes les organisations syndicales ; c'était aussi une condition du progrès politique et social de la nation. Mais cela ne signifiait pas qu'il faille limiter la révolution sociale à une guerre « entre Madrid et Burgos », à une guerre « entre la République de Azana et le gouvernement de Franco. »

appeler à juger si Marcel Cachin a raison quand il déclare dans l' « Humanité » du 23 mars :

« Les responsables anarchistes multiplient leurs efforts unitaires et leurs appels sont de plus en plus entendus »

...Ou bien si ce sont la « Pravda » et les « Izvestia » qui ont raison quand ils calomnient les anarchistes espagnols en les traitant de saboteurs de l'unité. Appeler la masse à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole quant aux délits dictatoriaux de Staline, aux persécutions contre les anarchistes russes, aux monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskiste, silence compensé avec mérite par les diffamations des « Izvestia » contre « Solidaridad Obrera ».

Appeler les masses à juger si certaines manoeuvres de sabotage du ravitaillement ne rentrent pas dans le plan annoncé le 17 décembre 1936 par la « Pravda » :

« Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée ; cette oeuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U. R. S. S. »

L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre; ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet phrygien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « République de toutes les classes ». Le problème est posé par l'évidence d'une crise dépassant les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus de sens. *Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite.*

Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée. A toi de répondre, car tu es « la lumière sous le boisseau ».

11) GUERRE ET REVOLUTION

La République espagnole naquit, au mois d'avril 1931, d'une révolution politique presque pacifique. Un chef socialiste espagnol reconnaissait que cette révolution « no habia removido las entranas del país. » Les masses populaires furent déçues par la République qui ne reçut aucune consolidation sociale, puisque elle ne donna pas la terre aux paysans. La réforme agraire votée par les Cortès traîna de projet en pro-

5) MADRID, ville sublime

Pilate est aussi infâme que Judas. Qui est Pilate aujourd'hui? Ce n'est pas seulement l'assemblée des renards genevois, ce ne sont pas seulement les autruches du ministérialisme social-démocrate. Pilate, c'est toi, prolétariat européen !

Peux-tu, ô tendre mère prolétaire, border ton petit dans son lit sans voir des enfants déchirés abandonnés dans les rues comme des charognes? Peux-tu jouer amoureusement avec ton enfant, ô prolétaire, sans penser aux enfants agonisant dans les hôpitaux, subissant les tortures des chairs blessées et les angoisses de la peur ?

Et pourtant, vous lisez les journaux de gauche, et vous savez qu'il existe une grande ville ensanglantée, déchirée, mise en cendres par l'explosion des obus ; on raconte que des enfants ont été surpris par la mort alors qu'ils lançaient vers le ciel les chants de leur insouciance, que des mères errent à la recherche du fruit de leurs entrailles, emportent leurs corps ensanglantés à la recherche d'une improbable ou tardive assistance. La puanteur de la mort se dégage des dépêches et des correspondances de Madrid. Le ciel madrilène est rouge d'incendies qui devraient enflammer le monde. Et pourtant, tout s'écroule, tout brûle, une population entière meurt - sans que les foules s'émeuvent.

Dans l'agonie de Madrid, il y a toute l'horreur d'un viol sur la place, un jour de marché.

La mort peut continuer à s'abattre, soudaine comme la grêle en été et inévitable comme l'éclair. Les chevaliers de l'Apocalypse ont pour eux la tranquillité des hautes altitudes et le vide moral de l'époque. Qu'on l'ébranle, qu'on la déchire, qu'on la brûle lentement, la ville martyre, les millions de prolétaires s'en soucient bien peu. Madrid résiste ? Beaucoup se demandent combien de temps elle tiendra. C'est une corrida européenne. C'est la honte des peuples et non seulement des gouvernants et des classes. C'est le blocus de l'indifférence anti-fasciste qui s'ajoute au siège du fascisme criminel, Les meetings n'empêcheront pas les avions de survoler le ciel de Madrid et de répandre la mort et la ruine. La sueur froide qui alourdit le front des mères, les yeux des enfants agrandis par la peur, les corps broyés et secoués par les convulsions, ne sont qu'une vision future de ce que vous souffrirez, vous, retranchés dans la non-intervention ! Aujourd'hui, la guerre est sur le ciel de Madrid, demain elle sera sur celui de Barcelone, après-demain sur celui de

Paris. La guerre européenne est recommencée. Elle existe, même si elle n'est pas déclarée. Ce sont les avions et les aviateurs de l'Italie de Mussolini et de l'Allemagne de Hitler, qui massacrent et qui ruinent Madrid.

L'horreur ne touche plus les consciences ? Eh bien, les bombes les réveilleront. Et ce sera la justice de l'histoire.

Madrid, la joyeuse Vienne ibérique, renouvelle les gestes de Sagonte. Elle est passée de la valse amoureuse à la Symphonie Héroïque. Témoin épique des héroïsmes des milices et de la foule, qui font pâlir ceux de la Commune de Paris, elle déçoit les espérances guerrières des généraux, elle évente leurs calculs minutieux, elle dément leur vantardise. Elle résiste et elle résistera. Si la pitié des foules est sourde, si l'Europe est incapable de colère, eh bien, le monde entier sera stigmatisé par l'énergie de cette ville. Madrid ne sera pas prise. Elle pourra être entièrement détruite, mais on ne l'occupera pas vivante. La mort, l'exode et les flammes en feront jusqu'au bout une nouvelle Pompéi.

Si ce ne sont pas les ailes de la victoire, ce seront celles de Némésis, qui seront déployées au-dessus d'elle. La réputation des généraux fascistes est assurée, mais ce sera la réputation de Gengis Khan. Ce sera une autre Commune, mais elle ne sera pas une dernière lueur ; elle sera le flamboiement d'un incendie qui fera sortir de leur tanière tous les « spectateurs », à moins qu'il ne les y brûle tous dans leurs lits blumistes.

Madrid, où des milliers d'hommes se battent avec une ardeur alimentée et soutenue par la présence de milliers de femmes et d'enfants, est en train de clouer au pilori ses bourreaux et les foules sourdes et aveugles. Elle est en train d'allumer pour tous une lumière qui permet encore quelque espoir dans l'homme.

Madrid, la ville martyre, a déjà mérité le titre de sublime.

6) ENTRE LA GUERRE ET LA REVOLUTION

Nombreux parmi nous sont ceux qui en sont arrivés à souhaiter l'intervention armée des puissances ayant des intérêts économiques et militaires opposés à ceux de l'Italie et de l'Allemagne.

Si ces deux nations entrent en jeu avec toutes les forces dont elles dispo-

populaires. Je crois que l'heure est venue de résoudre le problème du *commandement unique* en réalisant effectivement *l'unité du commandement* qui permette de passer à l'offensive sur le front d'Aragon. Je crois que l'heure est venue d'en finir avec les milliers de gardes civils et des gardes d'assaut qui ne vont, pas au front parce qu'ils servent à contrôler les « incontrôlables ». Je crois que l'heure est venue de créer une sérieuse industrie de guerre. Et je crois que l'heure est venue d'en finir avec certaines bizarreries flagrantes : comme celles du respect du repos dominical et de certains « droits aux ouvriers » sabotant la défense de la Révolution.

Il faut, avant tout, maintenir élevé l'esprit des combattants. Louis Bertoni, interprétant les sentiments exprimés par différents camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a pas longtemps :

« La guerre d'Espagne, dépouillée - ainsi de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est plus qu'une, vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut mener pour éviter l'extermination que se propose, la ploutocratie mondiale. Elle reste une terrible question de vie ou de mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité. On dira que tout n'est pas encore perdu ; mais en réalité, tout est menacé et investi ; les nôtres tiennent un langage de renoncateurs, le même que tenait le socialisme italien lors de l'avance du fascisme : Gare aux provocations ! Calme et sérénité ! Ordre et discipline ! Toutes choses qui pratiquement se réduisent au laisser faire. Et comme en Italie le fascisme finit par triompher, en Espagne, l'anti-socialisme en habit républicain ne pourra que vaincre ; à moins qu'il ne se produise des événements qui échappent à nos prévisions. Il est inutile d'ajouter que nous constatons simplement, sans condamner les nôtres ; nous ne pourrions dire comment la conduite de ceux-ci pourrait être différente et efficace, aussi longtemps que la pression italo-allemande grandit sur le front et celle des bolchevicko-bourgeois croît à l'arrière-garde. »

Je n'ai pas la modestie de Louis Bertoni. J'ai la prétention d'affirmer que les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente de celle qui prévaut ; je prétends pouvoir, en capitalisant ce que je sais des expériences des diverses grandes révolutions récentes et ce que je lis dans la presse libertaire espagnole elle-même, conseiller quelques lignes de conduite.

Je crois que tu dois te poser le problème de savoir si tu défends mieux la Révolution, si tu apportes une plus grande contribution à la lutte contre le fascisme en participant au gouvernement, ou si tu ne serais pas infiniment plus utile en portant la flamme de ta parole magnifique parmi les combattants et à l'arrière.

L'heure est venue aussi de clarifier la signification unitaire que peut avoir notre participation au gouvernement. Il faut parler aux masses, les

« La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur est de rétablir l'autorité de l'Etat sur celle des groupes et sur celle des incontrôlables de toute provenance. »

Il va de soi que lorsque pendant des mois on cherche à annihiler les « incontrôlables », on ne peut résoudre le problème de la liquidation de la « Cinquième colonne » (: nom donné dans la presse espagnole à l'ensemble des organisations fascistes existant à l'arrière du front républicain. n. d. r.).

La suppression du front intérieur a pour condition première une activité d'investigation et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique intérieure de collaboration entre les classes et de flatterie envers les classes moyennes conduit inévitablement à la tolérance envers les éléments politiquement équivoques. La Cinquième colonne est constituée non seulement par les éléments appartenant à des formations fascistes, mais aussi par tous les mécontents qui souhaitent une république modérée. Or, ce sont ces derniers éléments qui profitent de la tolérance des chasseurs d' « incontrôlables ».

La liquidation du front intérieur était conditionnée par une activité ample et radicale des comités de défense constitués par la CNT et L'U. G. T.

Nous assistons à la pénétration dans les cadres dirigeants de l'armée populaire d'éléments équivoques' n'offrant pas les garanties d'une organisation politique et syndicale. Les comités et les délégués politiques des milices exerçaient un contrôle salutaire qui, aujourd'hui, est affaibli par la prédominance de systèmes d'avancement et de promotion strictement militaires. Il faut renforcer l'autorité de ces comités et de ces délégués.

Nous assistons au fait nouveau, et pouvant entraîner des conséquences désastreuses, fait suivant lequel des bataillons entiers sont commandés par des officiers qui ne jouissent pas de l'estime et de l'affection des miliciens. Ce fait est grave parce que la valeur de la majorité des miliciens espagnols est directement proportionnelle à la confiance dont jouit leur propre commandant. Il est donc nécessaire de rétablir l'éligibilité directe et le droit de destitution par ceux d'en bas.

Une grave erreur a été commise en acceptant les formules autoritaires, non pas parce que celles-ci étaient telles au point de vue forme ; mais parce qu'elles renfermaient d'énormes erreurs et des buts politiques qui n'avaient rien à faire avec les nécessités de la guerre.

J'ai eu l'occasion de parler à des officiers supérieurs italiens, français et belges et j'ai constaté que ceux-ci démontrent avoir des nécessités *réelles* de la discipline une conception beaucoup plus moderne et rationnelle que certains néo-généralistes qui prétendent être des *réalistes*.

Je crois que l'heure est venue de constituer l'armée confédérale, comme le parti socialiste a constitué sa propre troupe : le 5e régiment des milices

sent, il est évident que seule une intervention de la Russie, de la France et de l'Angleterre réunies, peut assurer à l'antifascisme espagnol la victoire de la guerre. Mais il est évident aussi qu'avant même que l'intervention armée de ces puissances n'écrase les forces fascistes, il peut s'écouler un temps suffisant pouvant permettre aux fascistes d'écraser les forces révolutionnaires.

Les capitalismes anglais et français ont intérêt à empêcher que la victoire des fascistes espagnols ne vienne à être exploitée par l'Italie et l'Allemagne, mais ils n'ont aucun intérêt à voir triompher la révolution ibérique. Dans le cas où l'Italie et l'Allemagne interviendraient en Espagne avec le dessein immédiat d'attaquer la France (attaque brusquée dans la Méditerranée occidentale), il se pourrait que la Russie et l'Angleterre interviennent immédiatement. Mais, s'il n'en était pas ainsi, il se pourrait que la révolution espagnole fut écrasée avant que l'intervention ait lieu.

Nous ne pouvons mettre aucun espoir, comme le font certains naïfs et de nombreux hypocrites, dans la Paralytique du lac de Genève. Madrid est torturée par les Fiat, les Caproni, les Junkers pilotés par des aviateurs italiens et allemands, les Baléares sont soumises à la dictature terroriste d'un ras italien fasciste et des milliers de mercenaires allemands et italiens débarquent en Espagne avec armes et bagages. L'intervention armée italo-germanique ne pourrait pas être plus patente, plus opérante, plus absorbante. Les appels lancés à la S. D. N. par le gouvernement espagnol ont trouvé une assemblée de sourds volontaires grotesquement occupés à embrouiller des chicanes procédurales.

Nous ne pouvons espérer davantage de la France. De même que Eden mettait dans la balance de la justice internationale l'indépendance de l'Ethiopie et la guerre mondiale, Blum y met la liberté du peuple espagnol et la guerre mondiale. « La guerre : voilà la rançon. Nous ne l'acceptons pas ! »

Personne plus que nous hait la guerre, mais nous croyons que le moment est venu où se vérifie la formule énoncée jadis par Léon Blum : « Il faut accepter l'éventualité de la guerre pour sauver la paix. »

La politique de non-intervention n'a pas empêché la Bolivie d'attaquer l'Uruguay pour lui disputer le Chaco, elle n'a pas empêché le Japon d'annexer la Mandchourie, elle n'a pas empêché la conquête féroce de l'Ethiopie par l'Italie. Le pacifisme suit une route pavée, comme celle de l'enfer, de bonnes intentions, mais cette route conduit à l'abîme.

La paix de Genève est lourde de massacres et de ruines. La paix de Genève, c'est la course aux armements, l'écrasement des peuples militairement plus faibles, c'est le Duce italien et le Führer allemand, toujours plus puis-

sants et aidant toujours plus les fascismes nouveaux à se créer.

La Fédération Syndicale Internationale et l'Internationale Ouvrière socialiste continuent à s'associer à cette farce de la non-intervention soutenue par les gouvernements français et anglais, et pendant ce temps-là, l'intervention fasciste a pénétré dans les entrailles même de l'Espagne. Les masses ouvrières doivent choisir : ou leur intervention, ou le triomphe du fascisme. Et elles ne bougent pas. C'est en vain qu'on répète : « L'Espagne est le théâtre d'une lutte qui, par ses conséquences, dépasse la frontières du pays, car c'est en Espagne que le fascisme joue sa dernière carte. »

Il ne faut pas surestimer les visées impérialistes de l'intervention italo-allemande et les envisager exclusivement en rapport à de futurs développements de l'expansion méditerranéenne. L'Espagne est pour Mussolini et Hitler une conquête immédiate, une question actuelle. Vaincre la révolution espagnole équivaut pour les fascismes italien et allemand à faire la conquête de l'Espagne. Le fascisme vainqueur en Espagne, c'est la révolution domptée et la voie ouverte aux conquêtes impériales. Ce sera donc la guerre, l'esclavage du prolétariat européen, un « nouveau Moyen Age ».

Le prolétariat français et le prolétariat anglais ne feront rien en faveur du prolétariat espagnol. Il est inutile de nous faire des illusions. Il serait malhonnête de nous en faire.

Et alors ?

Et alors, c'est la révolution espagnole qui est en péril, quelle que soit la solution militaire de la guerre civile.

Une intervention armée brusquée de la part de l'Angleterre, la Russie et la France n'est pas probable, mais une telle intervention n'aurait rien d'impossible au moment où l'Espagne serait sur le point de mourir. Ce sera l'intervention des lions contre les hyènes. Ce sera l'intervention qui arrachera peut-être l'Espagne à l'impérialisme italo-allemand, mais ce sera pour étouffer l'incendie de la révolution espagnole.

Déjà aujourd'hui, l'Espagne est entre deux feux : Burgos et Moscou.

La puissance du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol ne doit pas nous éblouir. Le jour où des corps d'armée français, anglais et russes interviendraient, après un épuisant conflit entre les forces révolutionnaires et la coalition fasciste hispano-italienne-allemande, ce jour-là, la révolution sociale serait arrêtée et la voie ouverte à la révolution bourgeoise.

« Une fois le fascisme écrasé il est possible que la F A I et la C N T anarcho-syndicalistes continuent à lutter pour réaliser leur programme social. Mais dans ce cas là le bloc socialo-communiste s'y opposerait. »

C'est le *Populaire* du 27 novembre 1936 qui nous donne cette perspective.

Les républicains, les chefs socialistes et les communistes sont déjà d'accord

gande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoque annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie, l'Angleterre voit se renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe; dans toutes les zones frontières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre; des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts; etc...). »

Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection. Valence continue la politique de Madrid. Il faut que celle-ci change. Et pour la changer, il faut dire clairement et fortement toute sa pensée propre, parce qu'à Valence des influences agissent tendant à pactiser avec Franco.

Jean Zyromski écrivait dans le « Populaire » du 3 mars :

« Les manoeuvres sont visibles et elles visent la conclusion d'une paix, qui, en réalité, signifierait non seulement l'arrêt de la Révolution espagnole, mais encore l'annulation des conquêtes sociales réalisées.

Ni Caballero, ni Franco, telle serait la formule qui exprimerait sommairement une conception qui existe, et je ne suis pas sûr qu'elle n'ait pas la faveur de certains milieux politiques, diplomatiques et même gouvernementaux en Angleterre et aussi en France. »

Ces influences, ces manoeuvres expliquent différents points obscurs : par exemple l'inactivité de la flotte de guerre loyaliste. La concentration des forces provenant du Maroc, la piraterie du *Canarias* et du *Baleares*, la prise de Malaga sont les conséquences de cette inactivité. Et la guerre n'est pas finie ! Si Prieto est incapable et indolent, pourquoi le tolérer ? Si Prieto est lié par une politique qui lui fait paralyser la flotte, pourquoi ne pas dénoncer cette politique ?

Vous, anarchistes ministres, vous tenez des discours éloquentes et vous écrivez des articles brillants, mais ce n'est pas avec des discours et des articles que l'on gagne la guerre et que l'on défend la Révolution. Celle-là se gagne et celle-ci se défend en permettant de passer de la défensive à l'offensive. La stratégie de position ne peut s'éterniser. Le problème ne peut se résoudre en lançant des mots d'ordre : mobilisation générale, des armes au front, commandement unique, armée populaire, etc., etc. Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé.

La « Dépêche de Toulouse » du 17 janvier écrivait :

bien d'autres choses j'espère un jour ou l'autre te parler directement. Si je m'adresse à toi, publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais:

« Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale; d'où qu'elle vienne. »

Eh bien, camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà.

Là où, comme au Pays Basque, dans le Levant et en Castille, notre mouvement n'est pas imposé par des *forces de base*, autrement dit par de vastes cadres syndicaux et par l'adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement est à Valence et c'est de là que partent les gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux révolutionnaires formés pour la défense. On évoque Casas-Vicias en songeant à Vilattesa (petit village espagnol où plusieurs militants de la CNT furent massacrés après que leur local syndical eut été saccagé. ndr). Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes ; ce sont encore eux qui à l'arrière doivent *contrôler* les « incontrôlables », autrement dit désarmer les noyaux révolutionnaires pourvus de quelques fusils et de quelques revolvers. Ceci se passe tandis que le front intérieur n'est pas liquidé. Ceci se produit au cours d'une guerre civile dans laquelle toutes les surprises sont possibles et dans des régions où le front bien proche, extrêmement découpé n'est pas *mathématiquement* certain. Ceci, tandis qu'apparaît avec évidence une distribution *politique* des- armes tendant à n'armer que du strict nécessaire (« strict nécessaire » qui, souhaitons-le, apparaîtra suffisant) le front d'Aragon, escorte armée de la collectivisation agraire en Aragon et contrefort de la Catalogne, cette Ukraine ibérique. Tu es, dans un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, tandis que, dès juillet 1936, il aurait été nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Je m'imagine, ce que toi, anarchiste; tu dois penser de cette affaire aussi ignoble que stupide ; mais je crois que l'heure est venue de faire savoir que toi et les autres anarchistes ministres n'êtes pas d'accord quant à la nature et à la teneur de pareilles propositions.

Le 24 octobre 1936 j'écrivais dans « Guerra di Classe » :

« La base d'opération de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propa-

sur une plate-forme « constitutionnaliste ». Le Comité exécutif du Parti Communiste Espagnol a récemment déclaré que dans la lutte actuelle, il se proposait de défendre la démocratie et de sauvegarder la propriété privée. Il flotte dans l'air une odeur de Noske. Si Madrid n'était pas en flammes: on serait obligé d'évoquer à nouveau Cronstadt. Mais la politique de Madrid est sur le point de triompher. Elle a refusé les armes et l'argent à la Catalogne révolutionnaire pour se mettre aux mains de l'U. R. S. S. qui a fourni des armes et des cadres destinés à contrôler la lutte antifasciste et à arrêter le développement de la révolution sociale dans sa lutte armée contre le fascisme.

Le dilemme : « ou Madrid ou Franco » a paralysé l'anarchisme espagnol. Aujourd'hui, Barcelone est située entre Burgos, Rome, Berlin, Madrid et Moscou. Assiégée.

Des nuages noirs s'amassent à l'horizon et le brouillard nous aveugle.

Aiguisons notre regard et tenons le gouvernail avec une main d'acier. Nous sommes en haute mer et la tempête fait rage. Mais nous pouvons encore faire de miracles. Prise entre les Prussiens et Versailles, la Commune alluma un incendie qui éclaire encore le monde.

Entre Burgos et Madrid, il y a Barcelone. Que les Godet de Moscou y pensent.

7) TROISIEME ETAPE

La guerre civile en Espagne est entrée dans sa troisième phase. La première est celle du «putsch militaire fasciste» réprimé par les forces révolutionnaires, ayant à leur tête la C N T et la F A I, et par la résistance des masses prolétariennes de Barcelone. La seconde est celle de la «guerre civile»: d'un côté se trouve une partie de l'armée et des corps de police encadrée d'officiers factieux, de l'autre les milices ouvrières et paysannes dirigées par des officiers loyalistes et contrôlées par les différents partis avancés ou progressistes. C'est une guerre civile à aspect de guérilla, et dont les développements sociaux revêtent un caractère révolutionnaire et collectiviste, surtout en Catalogne, en Aragon et dans le Levant, régions situées sous l'influence de la C N T et de la F A I. Nous sommes encore d'ans cette seconde phase à laquelle vient pourtant se superposer une troisième phase «internationale» due à l'intervention ouverte du fascisme italo-allemand d'un côté et de l'autre, du bolchevisme russe.

Désormais, le développement de la situation intérieure est soumis principalement aux facteurs étrangers. Ce sont les hitlériens et les émigrés antifascistes d'Allemagne et d'Autriche ; les fascistes et les antifascistes italiens ; les russes bolchevicks et les russes blancs ; les communistes français et les catholiques irlandais - qui sont aux prises sur le front de Madrid. Et qui, bientôt, le seront sur tous les fronts. Les rapports de forces sont en train de changer, militairement et politiquement. La guerre civile est en train d'acquiescer un rythme plus rapide, un cadre d'action toujours plus vaste, un caractère plus décidé, tandis que l'intervention russe assure l'hégémonie des forces social-communistes qui étaient, jusqu'à maintenant, complètement dominées par les forces anarchistes.

Je l'ai dit et je le répète : la guerre civile peut être gagnée sur le terrain militaire mais le triomphe de la révolution politique et sociale est menacé. Les problèmes de demain, en Espagne, sont désormais indissolublement liés aux développements internationaux de la guerre civile.

Le fait que les gouvernements français et anglais transforment leurs légations à Addis-Abeba en Consuls, laisse à prévoir qu'ils reconnaîtront la conquête italienne de l'Éthiopie. Mussolini se séparera-t-il de l'Allemagne, abandonnant l'intervention fasciste dans les affaires d'Espagne ? Je ne le crois pas. Il faudrait pour cela que le Quai d'Orsay et le Foreign Office prennent la décision de dire fermement: Assez ! Mais, au contraire, que voyons-nous ?

Le cabinet Blum, obsédé par la peur de la guerre, encaisse tout : il permet qu'on fusille le journaliste français Aguiard, qu'on tue le correspondant de Paris-Soir Delaprée qui voyageait dans l'avion de l'Ambassade de France à Madrid et il admet même qu'on bombarde en territoire français, l'avion de l' « Air-France ». Que les forces fascistes menacent de couper la ligne Cerbère-Port-Bou, qu'elles menacent de couler à pic les navires français comme elles ont coulé le vapeur russe « Komsomol », qu'elles s'emploient à déchaîner l'insurrection marocaine : tout cela ne décide pas le gouvernement de Blum à faire des remontrances aux brigands de Burgos.

Le gouvernement italien enrôle des « volontaires » pour Franco et les débarque par milliers au Portugal et au Maroc Espagnol. Une brigade italienne fasciste s'est déjà montrée sur le front de Madrid, aux avant-postes du secteur de Carabanchel. Et Hitler continue à envoyer des milliers de volontaires grossir les rangs de Franco.

Une victoire militaire du fascisme en Espagne correspondrait à l'encerclement, italo-allemand de la France. L' « *Ami du Peuple* » commente ainsi la nouvelle donnée par le « *News Chronicle* » de l'envoi d'au moins cinq divisions allemandes en Espagne:

éprouvons une émotion trop poignante et troublante en voyant se confirmer la sagesse du proverbe populaire: « Que Dieu me garde de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge. »

L'Espagne, entourée d'ennemis déclarés et de faux-amis n'en continuera pas moins son propre chemin. Nous vaudrions avec toute notre filiale tendresse pour ce peuple magnifique, que ce chemin conduisit vers les cimes lumineuses du triomphe. Mais même s'il nous conduisait vers le plus profond abîme de la défaite, nous aurions toujours le réconfort et l'honneur d'avoir voulu être avec les victimes innocentes et non avec les assassins d'êtres désarmés ; d'avoir défendu la cause sacrée de la liberté et de la justice et non le retour à la tyrannie et au privilège féodal ; d'avoir participé à la mêlée en prenant notre parti avec décision et d'avoir repoussé l'ignominie avilissante des compromis lâches et stupides.

10) LETTRE OUVERTE à la camarade Frederica Montseny

CHERE CAMARADE,

J'avais l'intention de m'adresser à vous tous camarades-ministres, mais une fois la plume en main, je nie suis adressée spontanément à toi seule et je n'ai pas voulu contrarier cette impulsion instinctive.

Que je ne sois pas toujours d'accord avec toi, cela ne t'étonne, ni ne t'irrite, et tu t'es montrée cordialement oublieuse des critiques qu'il aurait été presque toujours équitable, parce qu'humain, de considérer comme injustes et excessives. Ceci n'est pas une petite qualité à mes yeux, et elle témoigne de la nature anarchiste de ton esprit. C'est une certitude qui compense efficacement, pour mon amitié bien entendu, les particularités idéologiques que tu as manifestées souvent dans tes articles au style très personnel et dans tes discours d'une éloquence admirable.

Je n'ai pu accepter calmement l'identité affirmée par toi entre l'anarchisme bakouniniste et le républicanisme fédéraliste de Pi y Margall. Je ne te pardonne pas d'avoir écrit « qu'en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur, etc. ». Et j'ai applaudi à la réponse de Voline dans « *Terre Libre* », à tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe.

Mais ce n'est pas de cela que je veux t'entretenir. De ces choses-là et de

voyés par les districts militaires ; il a dirigé vers l'Espagne, en employant la force, des hommes enrôlés pour travailler en Ethiopie ; il a concentré dans des casernes les volontaires pour l'Espagne ; il a même employé des condamnés de droit commun pour grossir les rangs des volontaires ; il a créé des concentrations de forces expéditionnaires à la Spezia, Eboli, Salerno et Cagliari ; et il les a transportés sur des navires de l'Etat jusqu'au Maroc espagnol.

Après les bombardements effectués en territoire espagnol par des avions italiens, ayant pour base le champ d'aviation de Elmas, après l'occupation de Majorque, on possède tous les éléments de preuves pour constater que l'Italie est intervenue militairement dans la guerre civile espagnole. Mussolini n'a nullement l'intention de renoncer à l'Espagne. *Roma Fascista* n'hésite pas à déclarer « Nous combattons et nous vaincrons en Espagne. » *Il Giornale d'Italia* laisse entendre que le contrôle français des voies d'accès en Espagne du côté de la terre sera virtuel. Hitler et Mussolini demandent aux gouvernements anglais et français des choses impossibles : comme par exemple de supprimer la propagande en faveur de l'Espagne et d'éloigner d'Espagne tous les antifascistes étrangers.

La mauvaise foi de Mussolini et de Hitler apparaît avec autant d'évidence que la prudente stupidité de Blum. Mussolini, au mépris de tout droit international, a envoyé en Espagne au moins 20.000 hommes et il y a en outre en Espagne (d'après *l'Ami du Peuple* et *l'Echo de Paris*) au moins 30.000 soldats allemands. Le gouvernement italien et le gouvernement allemand continueront à envoyer des hommes, des armes et des munitions, quels que soient les engagements pris.

La «neutralité» anglo-française a été, est et sera toujours une hypocrite intervention en faveur du fascisme espagnol, allemand et italien.

Accepter le blocus de contrôle, cela équivaut à mettre sur le même plan le gouvernement loyal et une armée de factieux, cela équivaut à mettre l'Europe dans ce dilemme : la guerre ou le triomphe du fascisme. Et le triomphe du fascisme c'est la guerre inévitable dans un lendemain très proche.

La politique blumiste n'a jamais eu une ligne d'action nette et cohérente parce, qu'elle est dominée par la peur et par la tendance au compromis. C'est une politique social-démocratique.

Le Parti Communiste français, en adhérant à cette politique a effacé une de ses rares belles pages. Les répercussions internationales seront lourdes de conséquences. Et les répercussions sur la politique intérieure française seront aussi. Mais ce qui nous importe le plus, pour le moment, c'est d'examiner les nécessités de notre lutte en Espagne par rapport à la nouvelle situation. Nous parlerons de cela une autre fois. Aujourd'hui nous

« Au train où vont les débarquements allemands dans la péninsule, ce n'est plus le long du Rhin seulement qu'il nous faudra monter la garde, mais encore sur les Pyrénées. Qu'on laisse le Führer développer son effort et la France risquera d'être cernée, ou tout du moins d'avoir deux frontières allemandes. Telle est la dure réalité. Elle dépasse singulièrement les préférences doctrinales pour l'un ou l'autre des partis ibériques. »

Il est évident qu'à présent une opinion réactionnaire en faveur de la neutralité dans la guerre d'Espagne, se fait jour en France. C'est un revirement qui pourrait favoriser énormément une ferme politique en faveur de l'Espagne antifasciste de la part du cabinet Blum.

De nombreux français justifient la politique de leur gouvernement en ce qui regarde la guerre civile espagnole, en disant : l'Angleterre ne marche pas avec nous. Nous en sommes, il est vrai, au «Gentleman's agreement» italo-anglais. Mussolini a accepté les conditions qu'il avait refusées peu de mois auparavant pour renouer des relations commerciales avec l'Angleterre, il a adhéré au protocole de la guerre sous-marine, il a confirmé à nouveau qu'il n'a pas l'intention de conquérir les Baléares. La Méditerranée : voilà ce qui préoccupe l'Empire britannique. Mussolini ayant revendiqué dans son discours du 1er novembre dernier le droit à l'expansion italienne dans la Méditerranée, il avait alerté l'Angleterre ainsi que la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie.

Mussolini, après avoir tranquilisé le Foreign Office sur la question méditerranéenne, continue son flirt avec la Wilhelmstrasse, tandis que le Quai d'Orsay persévère dans son rôle de cornard débonnaire. Et Hitler persuadé que la France ne bougera pas, est en train de préparer (d'après l'Œuvre) un coup de force en Tchécoslovaquie.

En somme, tandis que Mussolini, Hitler et Eden jouent gros jeu, le cabinet Blum allume des cierges et récite des neuvaines, sans ligne d'action, sans aucune audace, sans la moindre dignité.

Impassible et neutre en face du sacrifice d'Irun, tiède et prudent témoin devant le martyr de Madrid, Blum attend et espère. Il est plein de confiance et il lustre les plumes de sa blanche colombe en se faisant des illusions et en en donnant aux autres:

Irun, Huesca et Saragosse auraient été les tombes du fascisme si on avait empêché que sur le plateau fasciste, dans la balance de la guerre civile espagnole, Brenn et César ne jettent leurs propres épées. Maintenant, l'enjeu est Madrid : même si cela coûte des massacres et des ruines.

Le temps qui s'est écoulé entre une neutralité de sabotage et l'aide au compte-gouttes, a permis de transformer une guérilla (qui se serait vite épuisée ou terminée par la victoire des milices prolétariennes) en une guerre ci-

vile qui a toutes les horreurs d'une grande guerre et qui est un danger pour l'équilibre européen.

Là, où il aurait fallu un chirurgien décidé, Blum n'a été qu'un timide homéopathe.

Si les divisions des «maures blonds » et des chemises noires viennent renforcer les cadres de Franco, l'Espagne entière sera transformée en théâtre de luttes désespérées. On ne pourra pas circonscrire un tel incendie. Et sur ceux qui ne voulurent pas, qui ne surent pas éteindre l'incendie à ses débuts, une responsabilité énorme pèsera.

Madrid crucifiée dénonce déjà son Ponce Pilate. Léon Blum ? Non seulement lui mais des milliers, des millions d'hommes. Toi même, prolétariat français ! Un homme, quel qu'il soit, ne barre pas le chemin aux foules, quand elles marchent vers la liberté et la justice.

Pour sauver Dreyfus, tes boulevards, Paris, ont été en tumulte. Ils l'ont été pour sauver Ferrer. Ils l'ont été encore pour sauver Sacco et Vanzetti.

Maintenant, ils ne hurlent pas de colère, ce ne sont plus les artères du cœur de la France, ils ne sont plus les lits de ces puissants torrents protestataires qui lavèrent pour sauver la dignité de l'homme tant d'ignominies. Madrid est crucifiée, Madrid est sur le bûcher. Que fait Paris?

Paris applaudit la Pasionaria, Paris crie : «Des avions pour l'Espagne», Paris envoie des ambulances, des vivres et des volontaires.

Cela ne suffit pas, Paris ne donne pas ce qu'il possède de plus riche, de plus puissant, de plus européen : sa colère, sa grande voix de protestation.

Si Paris est en colère, le monde entier se tait et se tourne pour écouter. Enorme poste d'émission de toutes les campagnes justes, elle ne peut pas ne

pas lancer son puissant S. O. S. pour l'Espagne révolutionnaire.

Paris, hurle ta pitié pour Madrid martyrisée et sublime, tes protestations contre les bourreaux du prolétariat espagnol, ta haine contre les ennemis de ces Droits de l'Homme et du Citoyen que tu as affirmés avec trois grandes révolutions.

Que ta voix puissante condamne Burgos, Rome et Berlin ; qu'elle réconforte Madrid et les autres villes martyres ; qu'elle encourage les généreux combattants des milices antifascistes qui défendent les droits des producteurs et la dignité des citoyens ; qu'elle remplisse de honte les ministres hésitants ; qu'elle soit enfin ta grande voix généreuse, celle de tes meilleurs jours, celle qui vient du plus profond de ton cœur.

Cette voix tonna tant de fois de cet amour qui doit saisir la hache - et c'est celui-là, le plus profond amour !

de la part de la France, Gabriel Péri écrivait dans *L'Humanité* :

« Le *Petit Parisien* est le moniteur officieux du Quai d'Orsay. Nous voudrions savoir si le plan qu'il annonce a, comme l'indique le *Petit Parisien*, l'approbation de M. Delbos. Nous voudrions savoir s'il a l'approbation du Président du Conseil. Sinon, nous voudrions lire le plus vite possible un démenti »

Au lieu d'un prompt démenti, *Le Populaire* du 8 Janvier écrivait : « Nous croyons qu'il n'y aurait aucun inconvénient à adopter l'avis du gouvernement allemand qui propose, dans sa réponse, d'*éloigner d'Espagne tous les étrangers prenant part aux combats, y compris les agitateurs et propagandistes politiques, dans le but de rétablir l'état de choses existant au mois d'août 1936.* »

Et il concluait :

« Il ne faut pas perdre de temps en faisant inutilement le procès des intentions en essayant de découvrir les « pièges » qu'il peut y avoir dans les réponses de Berlin et de Rome. Il existe un moyen certain pour vaincre toutes les difficultés. C'est celui d'appliquer et de faire appliquer par tous la politique de non-intervention en Espagne ; d'éliminer de l'Espagne tous les combattants non espagnols. Il faut le faire et faire vite. »

Avec Péri, Cachin, Vaillant-Couturier et Cie. protestèrent. Mais Moscou intervint au gouvernail. Et qui se solidarise aussitôt au nom du groupe parlementaire communiste, avec le « bloc » Blumiste ? Ce fut précisément Péri, celui qui avait soutenu avec le plus de rigidité et de véhémence que la France devait avoir une politique ouvertement marquée en faveur de la République espagnole. Les pitres et des idiots du bolchevisme valent les pitres et idiots de la social-démocratie. Le groupe parlementaire socialiste a piétiné la dernière résolution des Comités exécutifs de la I.O. S. et de la F S. I. qui déclare :

« ...que la conservation de la paix, qui est le bien suprême des travailleurs de tous les pays et, par conséquent, la première des préoccupations des gouvernements à direction ou à participation socialiste, ne peut être assurée qu'à la condition que la démocratie oppose une attitude décidée au chantage et aux menaces fascistes. »

Le groupe parlementaire communiste de son côté a démenti entièrement une infinité de déclarations explicites contre la «neutralité» française, déclarations faites dans ses meetings et publiées dans les journaux officiels du parti, *L'Humanité* en premier lieu.

La non-intervention fait le jeu de Hitler et de Mussolini, donc celui de Franco. La note anglaise et la note française proposant aux gouvernements allemands et italiens d'arrêter l'envoi de volontaires en Espagne remontent au 3 décembre 1936. La réponse italo-allemande est du 7 janvier. Trente-cinq jours de méditations, trente-cinq jours d'envoi massif d'hommes et de matériel de guerre à Franco !

Le gouvernement italien a enrôlé les « volontaires » au moyen d'ordres en-

9) LA SAGESSE D'UN PROVERBE

Le Conseil Fédéral Suisse fut le premier à inaugurer au nom (lie la « neutralité » le régime des persécutions contre les amis de la libre Espagne, voulant par cette attitude servile et réactionnaire rendre hommage à l'ogre de Berlin et celui de Rome.

Une clameur de scandale s'éleva alors des synagogues de la social-démocratie. Et les adorateurs de Staline protestèrent avec véhémence.

Bientôt après, le Gouvernement belge, qui comprend des ministres social-démocrates, refoula le Chanoine Gallegos et le Père Lobo, prêtres catholiques coupables seulement d'avoir déclaré dans des réunions privées, leur solidarité avec le gouvernement légal de l'Espagne.

Ce fut ensuite le gouvernement anglais, sortant de la poussière des siècles une loi de 1870 punissant l'enrôlement des Anglais dans les milices étrangères.

Les Etats-Unis, à leur tour, vinrent remettre sur le tapis une loi de 1811 interdisant aux citoyens nord-américains de s'enrôler à l'étranger.

Enfin, le gouvernement français obtint de la Chambre les pleins pouvoirs pour entourer l'Espagne républicaine d'un «cordon sanitaire» contre l'afflux de volontaires étrangers. Et ces pouvoirs, il les reçut des groupes parlementaires socialiste et communiste. L'attitude des socialistes n'a rien de surprenant. Elle coïncide avec la position du *Populaire* et ne fait que la confirmer. Mais l'attitude des communistes constitue un «revirement» scandaleux. Les communistes anglais avaient protesté contre le blocus des volontaires. Ted Barnales, chef de la section londonienne du Parti Communiste anglais, avait déclaré dans un de ses discours le 11 novembre dernier:

« Pour chaque soldat allemand en Espagne, nous enverrons un ancien combattant anglais. C'est notre réponse à la décision prise par le gouvernement d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne. »

Et l'*Humanité*, à la nouvelle que le gouvernement français avait l'intention d'interdire l'enrôlement des volontaires, éclatait en protestations répétées. Geste platonique de la part des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens français, solidaires jusqu'au bout du gouvernement-éteignoir et de l'homme-autruche.

Le *Petit Parisien* du 15 décembre annonçant un «renforcement du contrôle-

8) INTERVIEW A « SPAIN AND THE WORLD »

La première question que nous posons à C. Berneri concerne la situation militaire telle qu'il la conçoit.

« Je n'ai aucune compétence spéciale en technique militaire », répond-il, « mais je puis vous faire part des impressions que j'ai recueillies sur le front de Huesca, qui m'est familier parce que j'y ai rempli successivement les fonctions de simple milicien, de délégué politique de la « Section Italienne » de la Colonne Ascaso, et maintenant de délégué du *Conseil de Défense*. J'ai l'impression que la milice a fait grands progrès. Au début, on pouvait noter une grande inexpérience dans la lutte contre les engins militaires modernes : par exemple, on perdait son temps à tirer contre des avions volant à grande altitude, on négligeait les armes automatiques au profit de celles que les camarades étaient accoutumés à manier, le problème de la route était délaissé; les munitions manquaient ; la liaison des différentes armes et unités était défectueuse, et parfois complètement nulle.

« A l'heure actuelle, les miliciens ont mis à profit les leçons des six derniers mois, les transports commencent à être rationalisés, on répare les routes, le matériel est plus abondant et mieux distribué, et, dans «l'esprit de la colonne» se glisse cette idée : la nécessité d'un commandement de coordination.

« On forme des *divisions*, ce qui complètera le plan économique de guerre, dont les représentants les plus connus de la CNT et de la FAI se sont faits les défenseurs. En fait, ce furent ces deux organisations qui ont été les premières à proposer l'unité de commandement afin de pouvoir exercer une pression décisive sur les points faibles de la ligne ennemie, soulager la pression qu'il exerce sur les villes assiégées, et faire obstacle aux manoeuvres et concentrations adverses. »

Ainsi, observons-nous, il y a du bon dans la militarisation ?

« Certainement, riposte Berneri avec conviction, mais une distinction est à faire : il y a d'une part le formalisme militaire qui est non seulement ridicule, mais inutile et dangereux, et d'autre part il y a l'auto-discipline. Celle-ci peut être extrêmement rigoureuse, comme c'est le cas dans la Colonne Duruti. Le formalisme militaire se rencontre, par exemple, dans certaines colon-

nes contrôlées par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.). Lorsqu'on affirme, comme il est inscrit dans le décalogue de la Colonne Uribarri, que « le soldat qui sait saluer, c'est le soldat qui sait combattre », on se rend coupable d'une sottise renouvelée de Pierre 1er ou du Roi-Sergent.

« Pour ma part, je suis partisan d'une juste moyenne : on ne doit tomber ni dans le formalisme militaire, ni dans un antimilitarisme superstitieux. En acceptant et en réalisant les réformes imposées par la nature des choses, nous serons par là-même en état de résister aux manoeuvres de Madrid et de Moscou, qui tentent d'instituer, sous prétexte de militarisation, leur hégémonie militaire sur la Révolution espagnole, afin de la transformer en instrument de leur hégémonie politique.

« Quant à moi, je considère comme une faute de parler, comme le font certains représentants de la CN T - F A I, de Commandement Unique ou « suprême » au lieu d'Unité de commandement. (C'est-à-dire de coordination générale en matière de direction de la lutte armée). L'intention est bonne, mais le terme employé conduit à de dangereuses confusions !

« Au total, donc, les réformes nécessaires dans la Milice, à mon point de vue, seraient les suivantes : distinction nette entre le commandement militaire et le contrôle politique, dans le domaine de la préparation et de l'exécution des opérations de guerre ; accomplissement rigoureux des ordres reçus, mais conservation de certains droits fondamentaux : celui de nommer et de révoquer les officiers. »

A ce moment la question suivante vint spontanément sur nos lèvres : « *Que pensez-vous de la situation politique intérieure en ce qui concerne la position prise par la CN T et la F A I ?* »

« La nécessité d'une Union sacrée de toutes les forces antifascistes a conduit les anarchistes espagnols à considérer comme « camarades » beaucoup de leurs ennemis de la veille et d'accepter de leurs mains une part des responsabilités gouvernementales. Il n'est pas facile de faire un bilan exact des profits et des pertes dérivant de cette expérience, mais je pense qu'aujourd'hui nous avons les éléments suffisants d'appréciation pour être alarmés de l'infiltration russo-bolchevique dans les sphères militaires et techniques, s'ajoutant aux visées hégémoniques des partis marxistes. Sur ce dernier point, on constate un certain fléchissement de la CN T et la situation est dangereuse. Mais j'espère que nous la surmonterons victorieusement, car parmi les anarchistes espagnols, il ne manque pas d'hommes qui voient clair et comprennent la nécessité de revenir aussitôt que possible dans la voie juste. »

Et la collectivisation, fait-elle des progrès ?

« Elle progresse dans une certaine mesure, comme vous pourrez vous en rendre compte par vous-mêmes. Il faut être ignorant ou de mauvaise foi pour parler, comme le font certains communistes dissidents, d'un « point mort » dans la révolution sociale en Espagne - ou pour représenter les anarchistes espagnols comme des « conservateurs » (alors que précisément la collectivisation s'étend et se renforce dans les régions, comme le Levant et la Catalogne, où les anarchistes jouissent de la plus grande influence).

« S'il existe à gauche une fraction « conservatrice », elle se compose sans aucun doute des droitiers de la Social-démocratie espagnole, et des organisations orthodoxes du bolchevisme russe. Pour nous, la lutte est engagée entre le Fascisme et le Communisme libertaire. Pour les « modérés », il s'agit uniquement de défendre la démocratie. Mais bien que les horizons politiques soient distincts et opposés, le plan de la bataille réunit toutes les fractions de gauche. Le tout est de savoir si les « camarades » qui s'opposent à la révolution sociale iront pour la combattre jusqu'à trahir la parole donnée. »

Le camarade Berneri est sur le point de nous quitter, et nous nous hâtons de lui poser une dernière question : « *Que pensez vous de la conduite du Gouvernement de Front Populaire en France, en ce qui concerne la politique d'intervention de Rome et de Berlin ?* »

« Elle est aussi lâche que stupide. Les fascistes ont bombardé Port-Bou, station internationale -et, le gouvernement français a cessé l'envoi des trains dans cette direction ! Encore un bombardement d'un avion de l'Air-France, et aucun appareil français ne franchira la frontière des Pyrénées ! Maintenant, la France s'occupe d'empêcher les antifascistes de venir combattre en Espagne, pendant que les gouvernements de Hitler et de Mussolini continuent à expédier des hommes, des armes, des avions et des munitions aux forcés fascistes. Une politique raisonnable de soutien du gouvernement espagnol aurait permis à la milice antifasciste de régler son compte en quelques jours à la sédition militaire. Mais le gouvernement français s'obstine à croire possible une neutralité qui constitue l'encouragement le plus direct à la triple alliance Hitler-Mussolini-Franco ! Seule une action populaire large et décidée en France et en Angleterre peut forcer les gouvernements respectifs de ces deux pays à adopter une conduite moins absurde. »